

Le troisième objectif d'une politique globale de paix et de sécurité doit être de lier désarmement et développement. M. Lewis a rappelé que la réduction des armements au Nord comme au Sud pourrait débloquer d'énormes ressources susceptibles ensuite d'être mises au service du développement international. Il regrette que cette question soit rejetée par plusieurs États industrialisés qui ne veulent ni désarmer ni augmenter l'aide au développement, et par des gouvernements du tiers-monde, qui ne veulent pas avouer publiquement qu'ils consacrent plus à leur armée qu'à l'éducation et aux services de santé. Néanmoins, le sujet a été abordé en 1987 à une conférence spéciale des Nations-Unies à laquelle tous les grands États, sauf les États-Unis, ont participé.

L'analphabétisme constitue un quatrième problème. Le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) estime qu'en l'an 2000, il y aura plus d'un milliard d'analphabètes sur la planète. Comment, a demandé M. Lewis, ces personnes pourront-elles se trouver un emploi à l'âge de l'informatique ? Et il faut se rappeler que les femmes seront les grandes perdantes dans ce contexte.

Enfin, la question des droits de la personne représente le dernier grand défi de l'humanité à l'aube du XXIe siècle. Il existe plus de soixante instruments juridiques internationaux sur les droits de la personne, y compris les deux grandes conventions et le protocole facultatif de l'ONU, mais ils ne sont guère utilisés. Le Canada doit continuer le travail entrepris dans ce domaine, en particulier en aidant à réaliser une convention sur les droits des peuples autochtones, en ratifiant la convention sur les droits des enfants, et en stimulant l'application de la convention sur les droits de la femme.

M. Lewis a conclu son exposé en proposant que l'ONU devienne le véhicule d'une nouvelle et nécessaire conception de la paix et de la sécurité internationales dans laquelle le développement, l'environnement et les droits de la personne tiendraient une place prépondérante. Il a ajouté certaines idées pour l'action diplomatique plus traditionnelle des Nations-Unies : instituer une force de maintien de la paix permanente et facilement déployable; renforcer le rôle de la Cour internationale de justice; et créer de nouveaux instruments pour le règlement des conflits régionaux. Encore une fois, l'ancien ambassadeur a mis son auditoire en garde contre le pessimisme et il a proposé que l'on cherche à transformer les relations internationales en les axant sur les intérêts de l'humanité tout entière.